ASSEMBLÉE NATIONALE

9 octobre 2023

SUPPRIMER OU SUSPENDRE LES ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LES PARENTS
D'ENFANTS CRIMINELS OU DÉLINQUANTS - (N° 1612)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 33

présenté par

M. Piquemal, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre noir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

TITRE

Rédiger ainsi le titre de la proposition de loi :

« visant à stigmatiser les familles des quartiers populaires ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe parlementaire LFI-NUPES met en cohérence le titre de la présente proposition de loi d'extrême droite avec son contenu.

Prétendre que le Rassemblement national ne cherche pas brutalement à stigmatiser et précariser davantage les familles populaires avec cette proposition de loi serait mentir. « *Responsabiliser les parents* », nous dit le Rassemblement national, ignorant tout des épreuves que la précarité fait peser sur la parentalité. Aujourd'hui, 14% de la population française est en situation de privation matérielle et sociale. Près de la moitié de la population rencontre des difficultés à assumer les dépenses liées aux enfants (fournitures scolaires, vêtements, cantine...), dont 19% régulièrement.

Ainsi, suspendre voire supprimer le versement des allocations familiales à certains parents viendrait ajouter aux difficultés de ces foyers, soit une mesure profondément antisociale. Il est plutôt de rigueur d'interroger les causes derrière la délinquance, lorsqu'elle existe. Désengagement des pouvoirs publics, recul des services publics, discriminations, vie chère... Autant de facteurs qui ancrent de profondes défaillances en matière de protection de la jeunesse.

Ainsi, avec une telle mesure, l'extrême-droite continue de stigmatiser davantage les familles populaires. Il nous apparaît nécessaire d'ajuster le titre en cohérence.